



**Décision n° CODEP-DRC-2018-016344 du Président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 3 avril 2018 autorisant le CEA à modifier dans son référentiel la description physique des installations nucléaires de base n<sup>os</sup> 32 et 54, dénommée ATPu et LPC**

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son articles L. 593-15 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 112-3 ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu le décret du 6 mars 2009 autorisant le Commissariat à l'énergie atomique à procéder aux opérations de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'installation nucléaire de base n° 32 dénommée Atelier de technologie du plutonium (ATPu) et située sur le territoire de la commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône) ;

Vu le décret du 6 mars 2009 autorisant le Commissariat à l'énergie atomique à procéder aux opérations de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'installation nucléaire de base n° 54 dénommée Laboratoire de purification chimique (LPC) et située sur le territoire de la commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône) ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l'ASN CODEP-DRC-2017-004063 du 7 février 2017 ;

Vu le courrier de l'ASN CODEP-DRC-2017- 027368 du 11 juillet 2017 ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier CEA/DEN/CAD/DIR/CSN DO 5 du 6 janvier 2017 complétée par courrier CEA/DEN/CAD/DIR/CSN DO 413 du 30 juin 2017 puis par courrier CEA/DEN/CAD/DIR/CSN DO 165 du 27 mars 2018;

Considérant que, par courrier du 6 janvier 2017 susvisé, le CEA a déposé une demande d'autorisation de modification dans ses référentiels de la description de l'état physique des INB n<sup>os</sup> 32 et 54 ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d'exploitation autorisées de ses installations relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé ;

Considérant que la maîtrise des risques et la réévaluation de sûreté ne sont pas modifiées ;

Considérant que la mise à jour de la partie descriptive de l'état physique des installations dans les référentiels reflète mieux la réalité de l'exploitation,

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le CEA est autorisé à modifier les installations nucléaires de base n<sup>os</sup> 32 et 54 dans les conditions prévues par sa demande du 6 janvier 2017 susvisée, ensemble les éléments complémentaires du 30 juin 2017 et du 27 mars 2018 susvisés.

#### **Article 2**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par le CEA, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

#### **Article 3**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au CEA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Paris, le 3 avril 2018.

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
Le directeur des déchets,  
des installations de recherche et du cycle,**

**Signé**

**Christophe KASSIOTIS**